

**Séance plénière**

29/06/2026

DISCOURS DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

M. JEAN-LUC GLEYZE

*Seul le prononcé fait foi*

---

Notre budget est, dès à présent, exécutoire.

C'est le fruit des efforts que nous avons fait, main dans la main, élus et agents, pendant près d'un an, pour construire ce budget girondin.

Cela confirme aussi, une fois de plus, le bien fondé du cap fixé par notre Plan de Retour à l'Équilibre.

Je tiens à remercier l'ensemble de la collectivité pour cet énorme travail accompli par notre DGS, les directrices et directeurs, et surtout l'ensemble des agentes et agents.

Leur apport solide nous permet, chaque jour, de tenir la position politique.

Nos agentes et agents sont une remarquable incarnation du service public, dans tous domaines.

Cette mobilisation collective c'est le corps et l'âme de notre Département :

- chacun de prendre sa part,
- depuis ses responsabilités,
- en solidarité avec ses collègues pour assurer la continuité de notre organisation interne,
- et en relation avec nos partenaires pour maintenir la cohésion sociale.

Plus encore, dans ce contexte difficile, leur détermination force l'admiration.

Je veux sincèrement leur faire honneur aujourd'hui, car ils font souvent, plus que leur travail pour assurer la continuité de nos missions de service public.

Quand des élus ont la chance de pouvoir compter sur des agentes et agents comme nous en avons en Gironde, ils ont le devoir de reconnaître, de valoriser, de porter haut ce qu'ils font au quotidien pour nos citoyens.

Je l'ai dit, je le dis et le redirai ils sont la richesse de notre démocratie pour apporter un service public riche et varié, aux côtés de nos partenaires et avec l'ensemble de nos citoyens, car tout part de l'expression de leurs attentes.

Toute la collectivité à sa place et sa responsabilité comme tout citoyen à sa place et responsabilité.

Une nation solidaire commence par-là, et en ce moment, face aux bouleversements du monde, plus que jamais.

Un grand merci à toutes et tous d'y contribuer !

Je vous remercie de bien vouloir applaudir nos agentes et agents.

Dès la Commission Permanente de cette après-midi, nous commencerons à pleinement mobiliser nos 1,8 milliard d'euros de budget au bénéfice des solidarités, de la vie associative, de la culture, du sport...

Parce que c'est ça le service public : l'incarnation, la proximité à hauteur de femmes et d'hommes, la conviction que la vie bonne se situe là, dans le soin et le lien quotidiens.

Bien sûr, le contexte global reste difficile et continuera à l'être, comme pour l'ensemble des Départements.

Inutile de rappeler ici que nous serions très loin du déficit sans un manque criant de compensation.

Quant à assumer les solidarités humaines et territoriales avec des recettes qui proviennent, pour l'essentiel des transactions immobilières et de la consommation, nous avons assez dit qu'il est dangereux de dépendre de la bonne santé économique du pays et des humeurs du marché.

Cette lutte, nous ne la délaissons pas.

Je dirais même qu'elle nourrit notre détermination à rester ici concentrés et solidaires pour tenir ensemble le cap que nous nous sommes fixé :

Prendre soin des plus vulnérables et de celles et ceux qui les accompagnent ;

Accompagner toute la Gironde, de la ville aux campagnes ;

Être au rendez-vous des transitions de la Gironde et du monde : démographique, climatique, technologique...

Et la canicule que nous venons de traverser confirme bien la nécessité d'un tel cap.

Loin d'être un « épisode », cette canicule est un nouvel avertissement.

Pourtant, après la canicule de mai, le gouvernement a par exemple gelé une partie du fonds vert, rabaissé depuis deux ans : 2,5 milliards en 2024 contre 840 millions en 2026.

Cela n'empêche pas notre Premier ministre d'avoir l'audace de faire la leçon aux maires, aux élus locaux alors qu'il supprime en même temps, tous les leviers qui permettent aux collectivités de s'adapter aux changements climatiques.

J'ai toujours dit que la Gironde est un laboratoire des risques. Rien qu'en 2026, nous avons eu des inondations, des tempêtes, une canicule désormais et un risque incendie sévère...

Nous sommes face à face avec le changement climatique et nous ne pouvons pas y répondre par des promesses d'un avenir meilleur dans dix ou quinze ans.

C'est maintenant qu'il nous faut la capacité budgétaire à agir, à l'échelle de nos collectivités, dans un champ de compétence clair, en lien avec l'Etat qui doit faire sa part plutôt que de lancer des injonctions à la climatisation.

Nos impôts et la redistribution doivent aller vers des investissements pour améliorer notre adaptation et limiter la surchauffe, causant des souffrances aux personnes

vulnérables et des perturbations dans les établissements de santé, les écoles ou les transports.

C'est la condition pour lutter contre les inégalités et les injustices climatiques qui sont toujours aussi sociales.

L'un ne va pas sans l'autre.

Continuer de traiter ces sujets à part, c'est se limiter à la « gestion de crise », sans vision de long terme, sans moyen à la hauteur.

« Chacun sa clim' et les citoyens seront bien rafraîchis » semble être le leitmotiv du Gouvernement.

Croyons-nous vraiment à une société où certaines personnes auront le « privilège » d'être isolées chez elles avec leur climatisation individuelle, pendant que d'autres luttent pour trouver des refuges de fraîcheur ?

Penser l'adaptation à une échelle individualiste est une solution matériellement fantaisiste : individuellement inefficace, collectivement dangereuse, car elle exonère les pouvoirs publics de leur devoir de prévision, d'anticipation et de protection des populations.

C'est aussi banaliser les morts de la chaleur.

C'est en rester à l'impensé total de la sobriété.

C'est continuer à s'illusionner sur le fait que l'on pourrait s'adapter à des niveaux de réchauffement élevés sans mettre en place des actions concrètes préventives avec des budgets,

- sans réduction des émissions,
- sans reconnaître le rôle-clé de la forêt dans l'atténuation du changement climatique...

Bref, c'est nier que l'adaptation sera un échec sans une transformation profonde de la société et une transformation de l'ingénierie et de la vision d'Etat.

Dans ce contexte, j'aimerais évoquer le « courage local » qui ne peut pas palier aux carences mais qui démontre que nous faisons, ici, notre part.

Ce « courage local », c'est celui de l'ensemble de nos agentes et agents mobilisés alors qu'eux aussi, la journée ou le soir en rentrant chez eux, ont eu chaud, ont manqué de sommeil.

Concrètement, nos agentes et agents ont veillé sur :

- 21 681 bénéficiaires PA,
- 153 000 personnes ayant un droit ouvert à la MDPH,
- 5 645 enfants relèvent de l'ASE dont 1245 enfants et jeunes majeurs ont une reconnaissance administrative de handicap.

En coordination avec l'ARS, nous participons aussi à la gestion globale de la canicule

- Gestion fermeture IME ;
- Faire remonter les EIG des établissements (coupures d'eau, d'électricité...)
- Mise à l'abri
- Consultation PMI
- Mobilisation des MDS (maintien des visites à domicile, ouverture plus tôt le matin...)
- Échange et soutien quotidien avec les SAD...

Comme d'habitude, dès lors que nous sommes en vigilance orange, une heure supplémentaire d'aide à domicile, intégralement prise en charge par le Département est proposée chaque jour aux personnes âgées isolées bénéficiant de l'APA.

Je tiens vraiment à saluer les femmes et les hommes du lien quotidien qui travaillent dans les services d'aide à domicile.

En temps ordinaire comme extraordinaire, à chaque épisode caniculaire, ils recensent nos aînés les plus dépendants et les plus isolés pour passer plus souvent, enjoindre aussi leur entourage à veiller sur eux.

Au-delà de l'« heure supplémentaire » en elle-même, c'est un véritable outil de repérage et d'accompagnement collectif contre l'isolement, qui vient prolonger nos actions en partenariat avec le réseau associatif Monalisa.

Depuis 3 ans, avec la Semaine de lutte contre l'isolement début juin, nous encourageons la mobilisation de toute la communauté girondine, Département, service d'aide à domicile, citoyens pour rompre la solitude en cultivant un véritable réseau humain, attentionné envers nos aînés.

Dans ce même esprit de prévention et d'attention, notre cellule d'écoute « canicule » a immédiatement été activée, avec mobilisation d'un médecin autonomie pour répondre à l'ensemble des Girondines et Girondins mais elle est tout particulièrement destinée aux professionnels amenés à accompagner des personnes âgées et/ou handicapées.

Enfin, nous avons mis à disposition des lieux frais dans nos locaux comme certaines de nos MDS ou les Archives départementales qui ont accueilli des élèves de primaire à la demande de la Ville de Bordeaux.

Nous avons élargi les horaires de baignade surveillée au Domaine d'Hostens pour permettre à 3 500 personnes de venir se rafraîchir en toute sécurité les 20 et 21 juin.

Nous pouvons être collectivement fiers d'elles et eux, de ce que nous avons fait pour les Girondines et les Girondins.

J'aimerais que nous prenions une minute pour applaudir, toutes et tous, nos agentes et agents pour leur engagement de service public sans faille !

Ce courage local nous engage : nous avons la responsabilité, en tant qu'élus, en résonnance avec l'ensemble de la société, de politiser les canicules. Autrement dit, de considérer les « transitions » au-delà d'une politique sectorielle en particulier.

Elles concernent aussi bien le climat, que le social (notamment le vieillissement) ou l'économie.

Ainsi, quand nous affirmons vouloir « être au rendez-vous des transitions de la Gironde et du monde : démographique, climatique, technologique... », c'est donc déterminer la part du Département, depuis sa place et dans son champ de compétence, dans la transformation collective des manières d'habiter, de produire, de se déplacer, de se nourrir, de travailler, de former, de financer, de décider.

La notion de « transition » que nous défendons repose d'abord sur l'élargissement de la protection sociale à l'écologie,

- l'égalité femmes-hommes,
- mais aussi une transformation profonde de la structure économique à partir des solidarités.

Depuis plus de 10 ans, c'est ce qui guide ma présidence, c'est ce qui rassemble notre majorité, et nous sommes déterminés à continuer !